

Agence certifiée ISO 9001 : 2015  
par AB Certification n° A1922

Direction des Politiques d'Intervention  
Service Agriculture et Milieux Aquatiques

Thomas VILOINGT  
Tél. : 02.38.51.73.19  
[Thomas.vilointg@eau-loire-bretagne.fr](mailto:Thomas.vilointg@eau-loire-bretagne.fr)  
N/réf : DPI/SAMA/TV/n° 188

**Madame Régine ENGSTRÖM**  
Préfète de région  
**Coordinatrice du bassin Loire-Bretagne**

**PREFECTURE DE LA REGION CENTRE-VAL DE  
LOIRE**  
181 rue de Bourgogne  
45042 ORLÉANS CEDEX 1

Orléans, le 29 juin 2021

**Objet : Consultation sur le projet de révision 2021 des zones vulnérables à la pollution par les nitrates  
d'origine agricole dans le bassin Loire-Bretagne**

Madame la Préfète,

Par courrier du 11 mai 2021, vous sollicitez l'avis de l'agence de l'eau Loire-Bretagne en application de l'article R211-77 du code de l'environnement, dans le cadre de la consultation portant sur la révision 2021 des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole du bassin Loire-Bretagne.

L'agence de l'eau a examiné le projet de révision 2021 des zones vulnérables soumis à consultation. Elle en a notamment évalué l'impact sur ses propres interventions financières. Les points suivants présentent les éléments d'analyse que je souhaite porter à votre connaissance et à celle de vos services.

1. Le projet de révision 2021 contribue à l'atteinte d'un objectif majeur de reconquête de la qualité des eaux pour le bassin Loire-Bretagne

L'état des lieux du bassin Loire-Bretagne adopté en 2019 par le comité de bassin met en évidence l'importance des territoires impactés par la pollution par les nitrates, rendant impropre l'eau à la consommation humaine. Par ailleurs, le bassin de la Loire contribue aux flux d'azote apportés à la mer, responsables des proliférations d'algues vertes et des blooms de phytoplancton importants. Une délimitation adaptée des zones vulnérables et la bonne mise en œuvre des programmes d'actions sont essentielles pour l'atteinte de l'objectif de reconquête du bon état des masses d'eau continentales et marines.

Le projet de révision 2021 s'appuie sur l'analyse des teneurs en nitrate des eaux superficielles et souterraines issue de la 7<sup>e</sup> campagne de surveillance « nitrates ». Il en résulte la proposition de conserver le classement des communes précédemment classées (4851 communes, à l'exception de 4 d'entre elles proposées au déclassement) et de classer 216 nouvelles communes à l'amont du bassin, dont 80 en classement total et 136 en classement partiel.

La définition de critères spécifiques pour la prise en compte de l'eutrophisation des eaux côtières et de transition conduisant à proposer le maintien des bassins versants alimentant les baies à algues est opportun. L'agence de l'eau approuve la recherche d'une certaine stabilité dans le temps du classement. Elle approuve également la recherche d'une cohérence territoriale. Ces deux points sont de nature à rendre plus lisibles et plus efficaces les actions réglementaires et plus efficaces les accompagnements financiers. Il est souhaitable de conserver, voire renforcer, la cohérence territoriale du zonage lors de l'établissement de la délimitation infra-communale. Ainsi, il importe de proposer au classement final les fractions de territoire communal qui seraient situées sur des bassins versants de masses d'eau non contaminées tout en étant entièrement enclavées au sein de la zone vulnérable.

.../...

.../...

2. L'agence de l'eau accompagne les changements de pratiques agricoles et confirme le principe d'une intervention en faveur de la mise en conformité de la collecte et du stockage des effluents d'élevage dans les nouvelles zones vulnérables

Le 11<sup>e</sup> programme d'intervention de l'agence de l'eau accompagne, dans les territoires à enjeux couverts par un contrat territorial, les changements de pratiques agricoles ambitieux, efficaces et durables, pour réduire la pression de l'activité agricole sur le milieu. Spécifiquement, le 11<sup>e</sup> programme encourage la mobilisation et la combinaison des leviers agronomiques issus de l'agro-écologie contribuant à la réduction de l'usage des engrais azotés et à la réduction des transferts de nitrates :

- la gestion des intercultures longues et courtes par la couverture des sols,
- la couverture permanente des sols
- les cultures associées,
- le développement des surfaces en herbe,
- la diversification des assolements / allongement des rotations
- l'aménagement des bassins versants avec ré-conception parcellaire et aménagement de dispositifs tampons (haies, bandes enherbées, restauration de mares, zones tampon humides artificielle, ...).

La réglementation spécifique aux zones vulnérables (programme d'actions national et programme d'actions régional) impose aux exploitations agricoles de disposer de capacités minimales de stockage d'effluents d'élevage. Le 11<sup>e</sup> programme prévoit d'accompagner la mise aux normes des équipements de collecte, de stockage, de traitement et de valorisation par épandage des effluents d'élevage dans les nouvelles zones vulnérables. Ces investissements permettent de réduire les pollutions par une meilleure maîtrise des effluents d'élevage. Seules les capacités de stockage allant au-delà des normes en vigueur et permettant d'atteindre les capacités définies en application de la directive nitrates (programme d'actions national et programme d'actions régional) sont éligibles. L'agence de l'eau finance les diagnostics d'exploitation permettant de dimensionner les ouvrages de stockage des effluents d'élevage.

L'intervention de l'agence de l'eau s'appuie sur les programmes de développement ruraux régionaux 2014-2020 (PDRR), prolongés sur 2021 et 2022. Ces cadres de financements régionaux seront revus en lien avec les déclinaisons régionales du futur Plan stratégique national (PSN) dans le cadre de la prochaine Politique Agricole Commune. Le financement de l'agence de l'eau est mobilisé dans le cadre des appels à projets régionaux PCAE (plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles). Les cofinancements de l'agence pourront être apportés pour les appels à projets régionaux PCAE ouverts dès septembre 2021, en mobilisant des enveloppes financières 2022.

Le taux d'aide maximal de l'agence de l'eau correspond à la moitié du taux plafond admissible tel que défini dans le règlement européen. Il est de 20% dans le cas général. L'agence intervient sur les majorations « zone soumise à contraintes naturelles » et « jeune agriculteur » avec un taux maximal de 10% pour chacune.

Il est proposé dans les travaux de révision du 11<sup>e</sup> programme, qui se tiennent actuellement au sein des instances de l'agence, de maintenir ce dispositif d'aide.

Ainsi le classement de nouvelles communes en zones vulnérables donne l'accès aux aides de l'agence aux exploitations d'élevage situées sur ces territoires, dans le respect des délais d'achèvement des travaux définis par les prescriptions nationales et européennes.

3. La révision 2021 des zones vulnérables impacte le budget de l'agence de l'eau

L'analyse de la DRAAF de bassin Centre-Val de Loire identifie, sur la base du zonage mis en consultation (216 nouvelles communes), 2 290 exploitations avec élevage à l'échelle du bassin Loire-Bretagne concernées par le classement en nouvelle zone vulnérable, pour un investissement estimé de 90 M€ de travaux de mise aux normes. Les révisions précédentes ont mis en avant des niveaux de réalisation de travaux nettement en dessous des prévisions, s'expliquant par diverses raisons : des installations répondant déjà aux normes, des adaptations aux normes par la modification de pratiques, des travaux comptabilisés en modernisation et non en mise aux normes. En prenant en compte des taux de chute de 60% et 90%, le montant d'investissement estimé varie de 35 à 9 M€. La contribution attendue de l'agence de l'eau avec un taux moyen d'aide de 20% est estimée entre 2 et 7 M€. Il reste indispensable de mobiliser d'autres financements que les aides de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

.../...

.../...

L'agence de l'eau considérera le financement de ces travaux de mise en conformité comme une priorité. La mobilisation de ces financements nécessitera un ajustement au sein des dotations affectées aux actions en faveur de la réduction des pollutions agricoles. Une évaluation plus précise du coût de travaux et du montant des aides de l'agence de l'eau pourra être réalisée sur la base de l'arrêté qui désignera les zones vulnérables suite à la révision de 2021. Par la suite, une exploitation des informations issues des déclarations d'intention d'engagement faites par les éleveurs auprès de l'administration sera nécessaire pour confirmer les besoins financiers.

4. Une communication sur les délais de mise aux normes des exploitations devra être mise en place

Le programme d'actions national directive nitrates définit les délais d'achèvement des travaux. S'il entre en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2021, les agriculteurs situés dans une nouvelle zone vulnérable devront faire une déclaration d'intention d'engagement à l'administration avant le 30 juin 2022 pour une mise aux normes avant le 1<sup>er</sup> septembre 2023. Cette dernière échéance pourrait être prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2024, pour les élevages qui en feront la demande et qui justifieront au moins l'un des critères suivants : montant de l'investissement, forte densité des travaux d'accroissement des capacités de stockage dans le territoire où l'élevage est situé, faible disponibilité des entreprises pouvant réaliser les travaux, ou situations exceptionnelles, en particulier climatiques, ayant freiné l'avancée des travaux. Le 11<sup>e</sup> programme d'intervention de l'agence 2019-2024 couvre l'intégralité de la période de réalisation des travaux de mise aux normes.

Une communication claire sur les délais de mise aux normes des exploitations devra être mise en place par les services de l'État, afin que chaque éleveur concerné puisse déposer leurs dossiers de demande d'aide et réaliser leurs travaux avant l'échéance.

5. Le réseau de surveillance nitrates de la 8<sup>e</sup> campagne sera renforcé

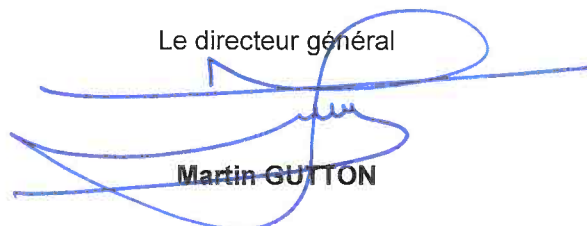
Conformément à la recommandation du comité de bassin, l'agence de l'eau veille à renforcer la prochaine campagne de surveillance nitrates 2022-2023 afin de couvrir les masses d'eau superficielles nouvellement classées et celles non retenues dans le projet final de zonage, du fait notamment d'un nombre de mesures insuffisant pour caractériser le dépassement du seuil. Sur ces masses d'eau superficielles, le nombre de mesures est étendu à 12 selon les recommandations pour une année hydrologique.

En complément, en vue de l'état des lieux 2025, une analyse plus fine de la pression « nitrates d'origine agricole » est envisagée.

Au regard de cette analyse, l'agence de l'eau Loire-Bretagne émet un avis favorable au projet de révision 2021 des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Loire-Bretagne.

Je vous prie de croire, Madame la Préfète, à l'assurance de mes respectueux hommages.

Le directeur général



Martin GUTTON